

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 13 au 19 novembre 2017

---

édito :

**pour la ré-invention du PCF**

articles :

**L'EGALITE SALARIALE RECULE**

**contraignons les entreprises à la respecter**

**TAXE SUR LES DIVIDENDES**

**le président de la finance**

**RICHES**

**ils planquent leur magot**

## Pour la ré-invention du PCF

Faire révolution aujourd'hui, c'est pousser en avant tous les potentiels émancipateurs dans la société, dans le travail, dans l'affirmation des individus, dans le recul des processus de confiscation des richesses, dans la démocratie. La révolution du XXI<sup>e</sup> siècle, nous la concevons comme un processus de long terme qui se développera probablement de manière inégale et diverse à l'échelle de la planète, mais avec des dimensions internationalistes et mondiales de plus en plus fortes.

La question écologique, la question de la paix, oui une nouvelle fois de la paix quand tant de menaces pèsent à nouveau, la lutte contre le pouvoir des transnationales sont des enjeux majeurs de cette lutte mondiale. Le combat féministe, la conquête d'une égalité pleine et entière des femmes est assurément aussi l'un des chemins les plus puissants de la nécessaire révolution des rapports sociaux au XXI<sup>e</sup> siècle. C'est la conjugaison de tous ces mouvements, leur capacité à trouver du sens en commun qui feront ou non un processus révolutionnaire.

C'est pour mener ce combat avec une efficacité repensée que le Parti communiste veut changer, mener à bien le processus de sa propre révolution. Les communistes fixeront dans quelques jours l'ordre du jour de leur Congrès, lors de l'assemblée des animatrices et animateurs de section qui se tiendra à la Cité des Sciences de la Villette, le 18 novembre prochain. La ré-invention du Parti communiste, pour en faire une force capable d'affronter ces défis, est la condition de sa fidélité à son idéal révolutionnaire. Ce chantier, ces chantiers, nous allons les engager avec confiance et détermination.

Cent ans après 1917, nous n'irons pas prendre d'assaut ce soir le central téléphonique et le Palais de l'Élysée. Après 1789, 1871, 1917, 1945 puis 1968, c'est une autre révolution qui est à l'ordre du jour de l'humanité, de nouveaux chemins de révolution que nous avons à ouvrir ensemble. En 2017, face aux défis gigantesques qui s'additionnent, il est temps qu'une implication populaire durable, et non seulement insurrectionnelle, pousse et prolonge dans tous les domaines, par la conquête citoyenne permanente, les processus révolutionnaires qui cheminent et se cherchent.

Cette implication, c'est ce que nous nommons « Le communisme de nouvelle génération ». et c'est à la penser que nous aurons consacré avec bonheur ce mois de débats.

*extraits de l'intervention de Pierre Laurent  
en conclusion de l'initiative consacrée à 1917*

## L'EGALITE SALARIALE RECULE

# contraignons les entreprises à la respecter

**A partir de 11h44, vendredi 3 novembre 2017, et jusqu'à la fin de l'année, les femmes commencent à travailler gratuitement.**

En effet, les femmes ont toujours des salaires inférieurs de 27% par rapport aux hommes, tout temps de travail confondu.

L'année dernière, des rassemblements et des grèves avaient eu lieu, partant de l'Islande et se propageant dans plusieurs pays européens pour dénoncer cette injustice. Un an après, les femmes ont encore perdu 4 jours de salaire... L'égalité s'éloigne encore et toujours.

**Selon un rapport du Forum économique mondial, l'égalité ne sera pas atteinte avant 2234, soient encore 217 ans de patience !** Une situation inacceptable, d'autant plus que les projets actuels du gouvernement Philippe/Macron, notamment la loi travail XXL, vont démanteler encore un peu plus les droits des salarié-es les plus précaires, donc des femmes, et détruire les dernières protections en leur faveur, donnant tout pouvoir à l'arbitraire patronal.

Face à cela, nous refusons tout fatalisme. L'égalité salariale est à conquérir partout et à double titre. Non seulement un même travail doit être payé au même niveau, quel que soit le genre du ou de la salarié-e qui l'effectue, mais nous revendiquons qu'à travail de valeur égale, le salaire soit égal.

Cela passe aussi par la revalorisation des métiers dits « féminins », notamment dans les domaines du soin et des services, qui aujourd'hui sont considérés comme peu qualifiés et donc sous-payés. De nombreuses lois ont été votées mais elles ne sont toujours pas appliquées. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes rapporterait pourtant 62 milliards à l'économie française.

Les communistes exigent donc des mesures contraignantes et des sanctions financières fortes pour toutes les entreprises qui ne respectent pas la loi.

A l'heure où le gouvernement veut faire des économies drastiques, notamment en asphyxiant littéralement la Sécurité sociale, voilà une belle occasion de trouver des financements rétablissant justice et égalité ■

## TAXE SUR LES DIVIDENDES

# le président de la finance

**Le président des très ultra-riches et son gouvernement s'activent pour compenser partiellement les 10 milliards d'euros que l'État doit rembourser après l'annulation de la taxe de 3% sur les dividendes.**

Le Medef en profite pour remettre la pression sur le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en exigeant une méthode de calcul encore plus favorable aux entreprises avant la réforme annoncée pour 2019 qui verrait ce dispositif transformé en allègements des cotisations patronales.

Pour le budget 2018, le CICE pèsera 21 milliards. Le sénateur communiste Pascal Savoldelli, rapporteur pour la commission des Finances pour le chapitre *Remboursements et dégrèvements*, vient d'alerter sur l'absence totale de traçabilité sur l'utilisation de cette masse d'argent public. De 2013 à 2019, le CICE représentera 72,4 milliards d'euros. Le parlementaire s'est vu refuser l'accès à des données précises pour faire un comparatif, pour chaque département, entre les sommes versées aux entreprises et l'évolution de l'emploi.

Question : le gouvernement est-il prêt à une véritable évaluation du CICE et du

crédit d'impôt recherche (CIR) ? Un groupe tel que Nokia a touché, en 2016, 62 millions d'euros tout en supprimant 600 emplois. Le calcul est vite fait : 100 000 euros dans la poche des actionnaires par emploi supprimé.

Une autre bombe à retardement menace les recettes de l'État. Selon l'économiste Gabriel Zucman, le prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital constitue un grave danger. Avec un coût final estimé par le gouvernement à 1,9 milliards d'euros pour les finances publiques à partir de 2019, l'estimation réelle serait plus proche des 10 milliards, et même des 20 milliards si les grands patrons décident de se payer encore plus grasement en dividendes.

Question : le gouvernement va-t-il agir, ou se contenter, comme vient récemment de le faire Gérard Darmanin, de mettre la tête dans le sable ?

Décidément, après cinq mois d'exercice du pouvoir, Emmanuel Macron est le président de la finance. Il joue l'avenir de notre pays comme on fait tapis au casino.

Tout cela peut très mal se terminer dans un environnement international menaçant, avec le risque d'une crise financière d'une magnitude plus forte encore que celle de 2008 ■

## RICHEs

# ils planquent leur magot

### **Que font les premiers de cordée quand ils sont au sommet ?**

L'enquête du consortium international de journalistes est claire. Disons-le vulgairement, tant ces pratiques révoltantes donnent la nausée, tant cette cupidité cynique est à vomir, ils se gavent, tant et plus, toujours plus, et pour cela ils planquent les magots, ils trichent, ils manipulent, ils mentent, ils méprisent les lois qu'ils instrumentalisent.

Les sommes annoncées sont énormes. Elles sont sans doute en deçà de la réalité. Le député communiste Éric Bocquet, qui, avec son frère, a enquêté déjà depuis plusieurs années sur l'évasion fiscale, parle de 60 à 80 milliards d'euros pour la France, de 1 000 milliards pour les 28 pays de la zone euro, de 5 800 milliards dans le monde. Des sommes énormes, volées au travail des autres, de centaines de millions d'hommes et de femmes, des enfants d'Asie aux cadres d'Europe, et une nouvelle fois volées en échappant à l'impôt, en se dérochant à toute solidarité, en tournant le dos sciemment à toute notion de partage et de bien public.

Premiers de cordée ! Quelle supercherie

intellectuelle chez celui qui connaît très bien la chanson des cimes financières et qui osait inviter, comme une véritable provocation morale à bien y réfléchir, les jeunes à entreprendre pour devenir milliardaires.

Il n'est pas d'accord, disait-il il y a trois semaines à la télévision, avec l'idée du ruissellement. Mais ce sont des fleuves qui coulent vers l'océan des paradis fiscaux.

Alors, non et non, la richesse des plus riches n'enrichit pas les plus modestes, les couches moyennes. Les cordées restent au pied des murs de l'argent.

La majorité parlementaire s'est rendue à l'idée que, peut-être, il fallait tout de même taxer un petit peu les signes ostensibles de richesse.

Mais qu'attendent-ils, ces députés et députées de cette prétendue nouvelle politique, pour joindre leur voix à celles de la ou des gauches pour exiger que cessent les scandales.

Car la France n'est pas à l'écart. Il y aura bien dans les jours à venir quelques déclarations vertueuses, mais en attendant on sert les riches, on diminue l'impôt sur le capital et les sociétés, on alimente les paradis de la honte ■